

CYNTHIA FLEURY

Philosophe

PHILOSOPHE ET PSYCHANALYSTE, CYNTHIA FLEURY POINTE LES FAILLES DE NOTRE MODÈLE DÉMOCRATIQUE, MISES EN LUMIÈRE PAR LA CRISE SANITAIRE. ELLE DÉPLORE NOTAMMENT L'ABSENCE D'UNE RÉELLE CITOYENNETÉ CAPACITAIRE.

Par Jonathan Icart

La santé est l'une des toutes premières préoccupations des Français, mais elle est systématiquement absente des débats électoraux. Ce phénomène témoigne-t-il d'une déconnexion profonde entre l'action des politiques et les aspirations réelles de l'opinion ?

L'individu entretient un rapport très théorique au corps. Ce biais moderniste, quasi désincarné, ne tient pas compte de son vécu ni de sa vulnérabilité. Il y a un paradoxe évident au regard des aspirations croissantes au bien-être. Le discours politique participe de cette même logique. Il se concentre uniquement sur les aspects systémiques, sans se soucier des personnes et de leurs maux. Très technique et très organisationnelle, cette vision technocratique ne touche pas à l'humain. Il y a une sorte de détachement vis-à-vis de la santé qui est perçue comme un objet coûteux et budgétairement non maîtrisable. Les retombées ne sont pas immédiates ; les résultats sont aussi très difficiles à démontrer. Le temps politique n'est pas celui de la cité. Il est parasité par la culture de l'immédiateté qui ronge toutes les strates de la société. Cette désynchronisation compromet des réformes essentielles qui prendraient mieux en compte la transition épidémiologique, la prévention et le grand âge.

Que nous disent ces tendances lourdes sur l'état de notre démocratie ?

Qu'il existe une forme d'immaturité de la démocratie française. Comme tant d'autres, elle a totalement aplani les reliefs des temporalités, des vécus et des pouvoirs d'agir. Il y a également une crise de la représentation et de la participation. La V^e République reconnaît mal les protocoles participatifs. Prenons l'exemple de la convention citoyenne pour le climat, qui a produit des contributions intéressantes, très souvent de qualité, mais qui ne franchissent pas pour autant le cap de la mise en œuvre. Le temps des "consultations" sans expérimentation réelle a vécu. Il provoque trop de déception, et finalement une perte de confiance. Il faut permettre, sous conditions bien sûr, un accès à la décision et surtout l'évaluation des protocoles participatifs. Il faut sortir des approches communicationnelles et miser sur une véritable citoyenneté capacitaire. Cette formation des citoyens réclame des moyens financiers conséquents qui pourraient être assumés par les administrations ou les entreprises.

La crise sanitaire s'est traduite par une grande confusion entre expertise scientifique et décision politique. Quel regard portez-vous sur ce modèle de gouvernance ?

Le chemin est étroit. Il faut s'appuyer sur l'expertise scientifique, assurément, mais il faut aussi, dans le même temps, laisser au pouvoir politique sa faculté d'arbitrage entre plusieurs légitimités :



© Ambrise Tézenas



**« IL FAUT SORTIR DES APPROCHES
COMMUNICATIONNELLES ET
MISER SUR UNE VÉRITABLE
CITOYENNETÉ CAPACITAIRE »**



sanitaire, épidémiologique, sociale, culturelle ou économique. Il n'y a pas de bonne solution. En situation de crise et de sidération, les messages peuvent être contradictoires et les émotions deviennent plus irrationnelles. Les individus veulent des certitudes, ce qui relève de l'impossible. Le manque de culture scientifique n'a pas aidé non plus. Toutes les sociétés – ou presque – ont d'abord opté pour l'approche biologisante de la santé. Ce choix a renforcé les vulnérabilités préexistantes, notamment sur le plan psychique, et les inégalités économiques, sanitaires et sociales se sont creusées. Protéger la santé des individus, ce n'est pas protéger leur vie biologique, c'est protéger l'indivisibilité de la vie. Chacun le sait, la stratégie "zéro Covid" n'est pas soutenable. C'est une réponse mortifère. L'être humain ne peut pas vivre sous cloche. Il se nourrit des interactions avec autrui. Sans elles, il est condamné.

Fallait-il sacrifier les libertés individuelles et collectives sur l'autel de la santé publique ?

Cette période troublée restera marquée par un trop fort consentement au liberticide. Cela n'augure rien de bon, car il y aura de nouveaux épisodes pandémiques, et nous avons une propension naturelle à user du droit d'exception et d'urgence pour "gérer" les événements. Ce qui doit nous intéresser, ce n'est pas la gestion de telle ou telle crise sanitaire, mais la gestion démocratique d'une telle crise, sans bafouer les principes de l'Etat social de droit. Avec ce type de réflexe "liberticide", les dommages collatéraux sont trop importants : les deuils sont empêchés, la vie culturelle et sociale est détruite, les autres pathologies sont mal soignées, la psychologie du développement de l'enfance est malmenée, les inégalités économiques sont accentuées.

Face aux futurs épisodes pandémiques, comment mieux appréhender les risques sanitaires ?

Un vrai retour d'expérience sera indispensable. Il faut mener un travail d'évaluation et de comparaison avec les autres pays, et mieux partager nos expériences, nos ratés et la diversité de nos stratégies. L'enjeu sera de trouver des solutions innovantes, à la fois plus souples et moins contraignantes. D'autres "failles systémiques" apparaîtront. On ne peut donc pas se satisfaire de cette "facilité", invivable, qui consiste à faire de l'urgence et de l'exception les seules normes du vivre-ensemble. Loin des réflexes autoritaristes, nous devons apprendre à vivre plus sereinement dans des régimes d'incertitude. Cela passera, bien entendu, par une meilleure anticipation des menaces potentielles. Nous savons que le concept de One Health doit davantage structurer nos politiques publiques, car la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale sont étroitement liées. Dans un monde interdépendant, promis aux pénuries, aux rationnements et aux modes dégradés, les gouvernances européenne et mondiale de la santé devront être renforcées.

Vous dirigez la chaire "humanités et santé" au Conservatoire national des arts et métiers. Quels sont ses principaux objectifs ?

Notre chaire est une chaire d'enseignement, de recherche et d'expérimentation. Des cursus diplômants sur la question des humanités médicales sont proposés aux patients comme aux médecins, mais aussi à tout citoyen intéressé par ces sujets. Au lieu de considérer la vulnérabilité comme un tout déficitaire, nous en faisons un levier capacitaire, en conceptualisant de nouveaux protocoles, de nouveaux parcours de soins ou de nouveaux usages, centrés sur l'humain. A terme, nous aimerions que chaque centre hospitalo-universitaire dispose de sa propre chaire. La chaire fonctionne actuellement comme un service au service des autres services hospitaliers, dédié à la formation et à la gestion du burn-out des soignants, à l'accompagnement des malades et des aidants et à l'expérimentation de solutions innovantes sur le plan thérapeutique. Il ne faut pas l'oublier, la profession médicale et soignante subit une grave crise existentielle. En proie au désenchantement, elle est en quête de sens. La chaire sert aussi à cela : restaurer ce sens et entretenir les vocations.

Le champ de la santé s'ouvre et s'élargit, à l'aune du potentiel offert par le numérique et la data. Quels sont les risques, notamment éthiques, qui imposent la plus grande vigilance pour l'avenir ?

Les principes éthiques concernant l'intelligence artificielle en santé sont multiples. De nombreux prérequis devront impérativement être respectés : éviter toute confiscation de la décision médicale ; protéger les données personnelles de santé ; prévenir les biais discriminatoires des algorithmes et garantir leur explicabilité ; proscrire un monitoring de la santé qui confine à la "biensurveillance" ; veiller à ne pas déshumaniser la relation avec le patient par le truchement d'une interface homme-machine trop peu inclusive ; dégager du temps pour la clinique, et non l'inverse ; préserver la santé numérique d'une marchandisation trop forte ; renforcer la cybersécurité des écosystèmes numériques de santé...

NB : philosophe et psychanalyste, Cynthia Fleury est aussi professeur titulaire de la chaire "humanités et santé" au Conservatoire national des arts et métiers et titulaire de la chaire de philosophie du GHU Paris psychiatrie et neurosciences.

« L'URGENCE ET L'EXCEPTION POURRAIENT DEVENIR LA NORME. COMMENT VIVRE DANS DES RÉGIMES D'INCERTITUDE, LOIN DES RÉFLEXES AUTORITARISTES ET LIBERTICIDES ? VOILÀ CE QU'IL NOUS FAUT APPRENDRE. »